

Libération de plus de 700 prisonniers principalement politiques au Burundi

@rib News, 16/03/2018 Source AFP Quelque 740 détenus burundais, dont une majorité de prisonniers politiques, ont été libérés vendredi en vertu d'une grâce présidentielle accordée lors des vœux de fin d'année 2017, a assuré le ministre de la Justice de ce pays en crise depuis près de trois ans. [Photo : Des prisonniers de Mpimba juste avant leur libération, vendredi à Bujumbura.]

Les détenus, qui purgeaient leur peine dans la prison de Mpimba, à Bujumbura, ont été libérés vendredi matin au cours d'une cérémonie présidée par la ministre de la Justice, Aimée-Laurentine Kanyana, en présence notamment de plusieurs ambassadeurs occidentaux. Sur les 740 prisonniers libérés vendredi, 450 avaient été "condamnés pour participation à un mouvement insurrectionnel de 2015", a précisé la ministre, reprenant le terme officiel utilisé par le pouvoir pour désigner le crime qu'il reproche à des milliers de personnes arrêtées à la suite des manifestations menées de fin avril à mi-juin 2015, au plus fort de la contestation du troisième mandat controversé du président Pierre Nkurunziza. "On a entendu qu'il y aurait beaucoup de prisonniers d'opinion qui ont été libérés, c'est une bonne nouvelle si c'est le cas", a réagi à l'AFP un diplomate occidental présent sur place, qui a requis l'anonymat. "On va vérifier avant de nous exprimer officiellement". Depuis 2015, des militants d'opposition avaient été relâchés dans le cadre d'une grâce présidentielle mais les ONG avaient noté que le nombre de détenus libérés était plus réduit qu'annoncé et elles avaient dénoncé des cas de nouvelles arrestations de détenus libérés. Vendredi, des journalistes locaux présents sur place ont confirmé la présence, parmi les personnes libérées, de jeunes issus des quartiers contestataires de Nyakabiga et Cibotoke, à Bujumbura, et arrêtés au plus fort des manifestations. La ministre de la Justice les a mis en garde contre "toute récidive", qui entraînerait cette fois la conclusion perpétuelle. Le directeur de la prison de Mpimba, le plus grand centre pénitentier au Burundi, s'est lui félicité de la libération de ces prisonniers qui va aider à désengorger sa prison surpeuplée. Le quart de la population carcérale du pays, soit quelque 2.800 détenus, en grande majorité des condamnés de droit commun, ont bénéficié de la grâce présidentielle depuis le début de l'année. Le Burundi est en crise depuis que le président Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat controversé, obtenu en juillet de la même année. Les violences qui ont accompagné cette crise ont fait depuis au moins 1.200 morts et plus de 400.000 déplacés. Un référendum constitutionnel controversé, qui permettrait à M. Nkurunziza de briguer à partir de 2020 deux mandats de sept ans, est prévu en mai.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});